Interrogation
Bulletin œcuménique
N° 8 – décembre 1995
Paraît 8 fois par an



Face aux intégrismes, la citoyenneté

Itzhak Rabin est mort, assassiné par un jeune intégriste juif. Par ce geste, déclarait-il, il venait d'accomplir la mission qui lui aurait été confiée par Dieu. En Algérie, des intégristes musulmans font irruption dans un lycée, arrachent une jeune adolescente de sa classe, disparaissent puis reviennent quelques instants après, déposent le corps de la jeune fille, inerte, la gorge tranchée. Aux Etats-Unis, des intégristes chrétiens se saisissent d'un médecin gynécologue et le tuent, ils lui reprochent d'exercer son métier et particulièrement d'accepter de faire avorter des femmes contraintes à ce choix.

Les exemples se multiplient, les uns aussi choquants que les autres, du Soudan à l'Inde, en passant par l'ex-Yougoslavie, on écrase son semblable, on le tue… au nom de Dieu. Mais de quel Dieu s'agit-il donc? Où est passé le Dieu miséricordieux, Dieu d'amour et de paix, loué et proclamé – ô paradoxe – par ces mêmes religions? Qu'on ne s'y trompe donc pas, l'ordre moral préconisé par les intégrismes ne participent guère à l'édification de l'humain, car il fait fi des différences et des particularités des individus. Par ailleurs, les stratégies violentes et exclusives des fanatiques opportunistes cachent mal leurs ambitions de pouvoir. Reste que, dans un monde où les clairons triomphants d'un économisme planétaire sonnent presque aussi fort que la «bonne nouvelle» mais trouvent en écho le discours de repli identitaire, il devient difficile au commun des mortels de composer ses nouveaux repères.

Redevenir citoyen, citoyen du monde, tout simplement, c'est-à-dire placer l'intérêt de l'humanité au-dessus des nationalismes, voilà un projet de société à la portée de tous, une réponse aux incertitudes d'aujourd'hui. Ne pas l'adopter, c'est exposer l'humanité au risque de disparition.

Justin Kahamaile

Assumons nos responsabilités à l'égard des pays du Sud!

Propos de Françoise Gariazzo recueillis par Sergio Ferrari

Lors de la campagne en vue des dernières élections fédérales, les partis politiques suisses, à quelques exceptions près, sont restés muets sur les thèmes de la coopération avec le Sud et la solidarité. Devant ce constat, FSF a décidé de faire paraître une prise de position que nous reproduisons pour l'essentiel ci-contre. Cette interpellation a paru dans le *Courrier* du 14 octobre 1995, avec une interview de Françoise Gariazzo, vice-présidente de FSF.
L'agence APIC, la *Liberté*, le *Matin*, la *Gruyère* et la Radio suisse internationale ont repris l'essentiel de cette prise de position. Celle-ci avait également été envoyée à une trentaine de médias de la Suisse romande, ainsi qu'à une cinquantaine de personnalités et d'organisations du pays.

Sergio Ferrari (S.F.): Pourquoi FSF a jugé indispensable de publier cet appel?

Françoise Gariazzo (F.G.): Cette décision s'est imposée à la suite de plusieurs constats.

Premièrement, les pays du Sud – tragédies mises à part – ne constituent plus une préoccupation réelle et continue dans l'opinion publique suisse, pas plus que dans la campagne électorale actuelle.

Cependant, malgré la crise, la Suisse reste un pays riche avec un PNB par habitant le plus élevé du monde, même si à l'intérieur de ce pays tout le monde n'a pas accès de façon identique à ces richesses.

De plus, on constate la présence depuis quelques temps d'un climat de peur et de repli sur soi dans une partie de la société suisse, climat entretenu par des groupes conservateurs qui travaillent au renforcement de cette tendance.

Le dernier constat concerne les finances étatiques. Leur déficit entraîne des limitations budgétaires. En conséquence, l'aide financière de l'Etat suisse aux pays du Sud représente seulement 0.3% du PNB, alors que les Nations unies préconisent un 0.7%.

Ces quatre constats ont poussé FSF à sortir de sa retenue habituelle dans son travail de sensibilisation publique. Nous avons saisi le moment des élections fédérales pour dire notre crainte de voir se renforcer une Suisse qui essayerait de résoudre ses problèmes en imaginant qu'elle peut le faire sans tenir compte des pays du Sud. Comme si elle ne savait pas qu'à terme les destins du Nord et du Sud de la planète sont complètement liés.

A quelques jours des élections fédérales du 22 octobre, nous observons attentivement la campagne politique. Comme citoyens et membres actifs de la société civile de ce pays, nous nous interrogeons:



On doit constater que des questions aussi essentielles que la SOLIDARITÉ «SUD», c'est-à-dire la justice sociale comme la coopération au développement, n'ont pas leur vraie place dans les préoccupations de nos politiques.

- *1,4 milliard de personnes vivent dans une pauvreté absolue.*
- *34 000 enfants meurent chaque jour de malnutrition et de maladie à l'échelle planétaire.*
- *1/5 de la population mondiale en Occident consomme les 4/5 des ressources planétaires.*
- *700 000 personnes en Suisse vivent au-dessous du minimum vital.*
- *La couche de population la plus démunie en Suisse gagne 50 fois moins que les 10% les plus aisés.*

Que fait-on chez nous face à ces réalités intolérables?

- Dans la vague de baisse de l'aide publique au développement, loin du 0,7% préconisé par l'ONU, la Suisse ne consacre qu'environ 0,35% de son produit national brut à la coopération et à l'aide humanitaire.

OÙ EST LE «SUD» DANS NOS CONSCIENCES?

C'est aussi un appel pour que chaque habitant de ce pays porte la préoccupation de la solidarité avec le Sud. C'est la responsabilité de chacun et pas exclusivement celle des ONG appelées «tiers mondistes».

S.F.: Comment définissez-vous le travail de solidarité accompli par FSF tant au Sud qu'ici en Suisse?

F.G.: Pour FSF, ces deux axes d'engagement, ici et là-bas, sont complémentaires et indissociables l'un de l'autre. C'est seulement ainsi que l'on peut espérer un futur plus juste et plus solidaire entre les peuples.

Concrètement, la coopération de FSF avec le Sud signifie quelque 750 volontaires envoyés dans trente pays depuis 1959. Actuellement, cinquante personnes travaillent dans onze pays d'Afrique et d'Amérique latine. Cela comprend également cinquante partenaires du Sud (ONG, Eglises, syndicats, associations etc.) avec lesquels nous collaborons dans un esprit d'échange. Cette collaboration va se renforcer grâce notamment à des coordinations de volontaires dans certains pays. Notre souci est que le volontaire s'engage complètement avec le partenaire du Sud et la population locale.

S.F.: Et le travail en Suisse?

F.G.: Il est certain que le deuxième axe, la sensibilisation au Nord a toujours été présent à FSF, mais de façon moins «organisée» que le premier.

FSF a une présence décentralisée en Suisse romande grâce aux groupes régionaux (VS, GE, FR, JU) où s'effectue une partie de la formation des futurs volontaires avant leur départ. Mais ces groupes sont aussi ouverts à toute personne qui souhaite réfléchir sur les enjeux Nord-Sud.

FSF participe en Suisse aux réflexions menées sur le volontariat dans le cadre d'UNITÉ (Communauté de travail d'ONG pour l'envoi de volontaires).

Notre travail en Suisse consiste également en une recherche de fonds propres. Nous visons ainsi une plus grande indépendance financière.

S.F.: Tous ces efforts de renouvellement dans le travail de FSF impliquent-ils aussi un changement des structures mêmes du mouvement?

F.G.: Effectivement, depuis trois ans, FSF vit un renouvellement de ses structures en parallèle à tout un questionnement sur la coopération Nord-Sud. Tout en respectant profondément le travail de tous ceux qui ont fait FSF pendant ces trente ans, nous avons souhaité regarder notre propre fonctionnement interne et tendre vers plus de clarté et de cohérence avec nos convictions. Cela nous a amenés à réviser par exemple la transparence de nos structures, à améliorer leur démocratie, etc. Il est important pour nous de cultiver ce regard autocritique.

S.F.: Tout ceci implique-t-il un changement brusque de l'identité chrétienne de FSF?

F.G.: Il est évident que l'esprit missionnaire qui animait FSF à ses débuts a changé. Pourtant, je dirais qu'il n'y a pas eu de rupture avec les racines chrétiennes du mouvement dans le sens où FSF a gardé ouvert l'espace créé par Vatican II, celui d'une spiritualité qui met en mouvement les êtres humains vers un monde meilleur, dans le respect des valeurs et des convictions de chacun, partout dans le monde.

Simplement simple mais...

par Gilbert Zbaeren

Ou simplement très compliqué.
Mais ne compliquons pas simplement
Ne simplifions pas de manière
Simpliste.
Tout n'est pas aussi simple
Et c'est plus compliqué
Que «ça».
La simplicité se complique
Une fois ou l'autre...
Simplement dit.
Pour ne pas compliquer.
Il y a toujours moyen
De rester simple
Mais vous tomberez toujours
Sur quelqu'un
Qui complique tout.

Tout ça pour dire
Que quoi que vous fassiez
Ce ne sera jamais
Reçu simplement.
Il suffirait pourtant
D'y mettre un peu du sien
...
Car si vous regardez bien
Ce n'est pas si compliqué

Cependant aucune situation
Apparaît simple pour tous,
D'une manière ou d'une autre
Si l'on tient compte de tous
Les points de vue
Chacun est bien obligé
De se rendre à
l'Evidence
Rien n'est simple
Et tout se complique.
Tout compte fait,
Autant ne pas se poser
Trop de questions.

Si on écoute tout le monde
On ne sait plus dire
Des vérités
Toutes SIMPLES.

C'était à propos des
Licenciements.
Des impossibilités d'avoir
Le personnel nécessaire
Pour faire le travail
Souvent social.
Pour accompagner, soutenir...

Pour toutes ces choses
Qu'il serait urgent de faire
Mais qu'on ne peut plus faire.
...
Y-a plus d'argent...
(Pour ça...)

M'enfin...
En toute simplicité
et sans vouloir
compliquer...

Si ceux qui gagnent beaucoup.
(D'accord qu'ils ont des responsabilités).
Mais si ceux qui gagnent beaucoup.
Les chefs, les responsables...
Ceux qui gagnent
Par exemple des 10 000.– par mois.
S'ils acceptaient de gagner moins
Ou de partager
Y en a qui le font je sais...
Pour une répartition...

M'enfin...
On pourrait engager des gens.
On pourrait faire des choses
Qu'on ne peut plus faire.

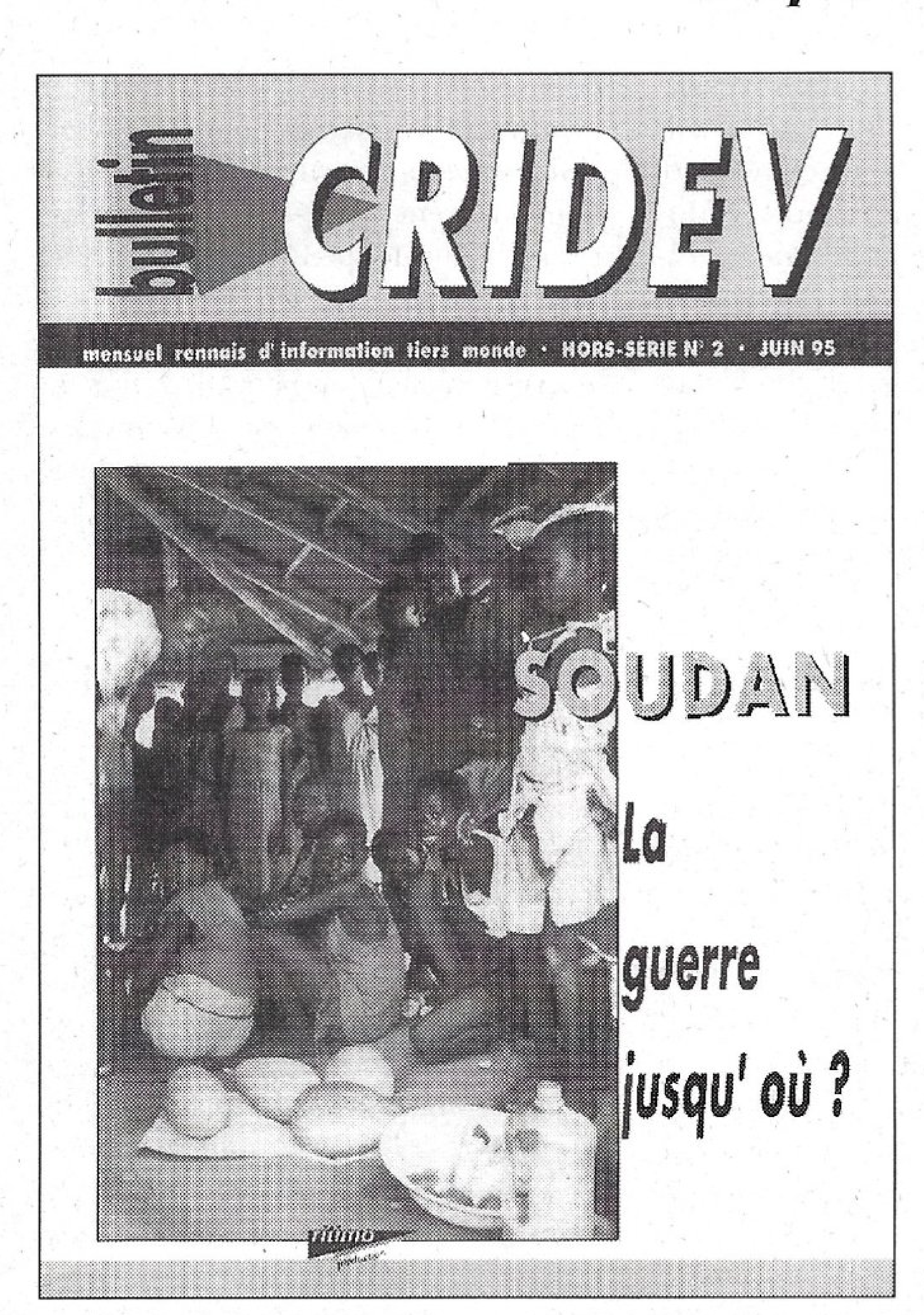
Non?

Ah!
C'est pas si simple?

M'enfin moi je croyais...

Bon mais...

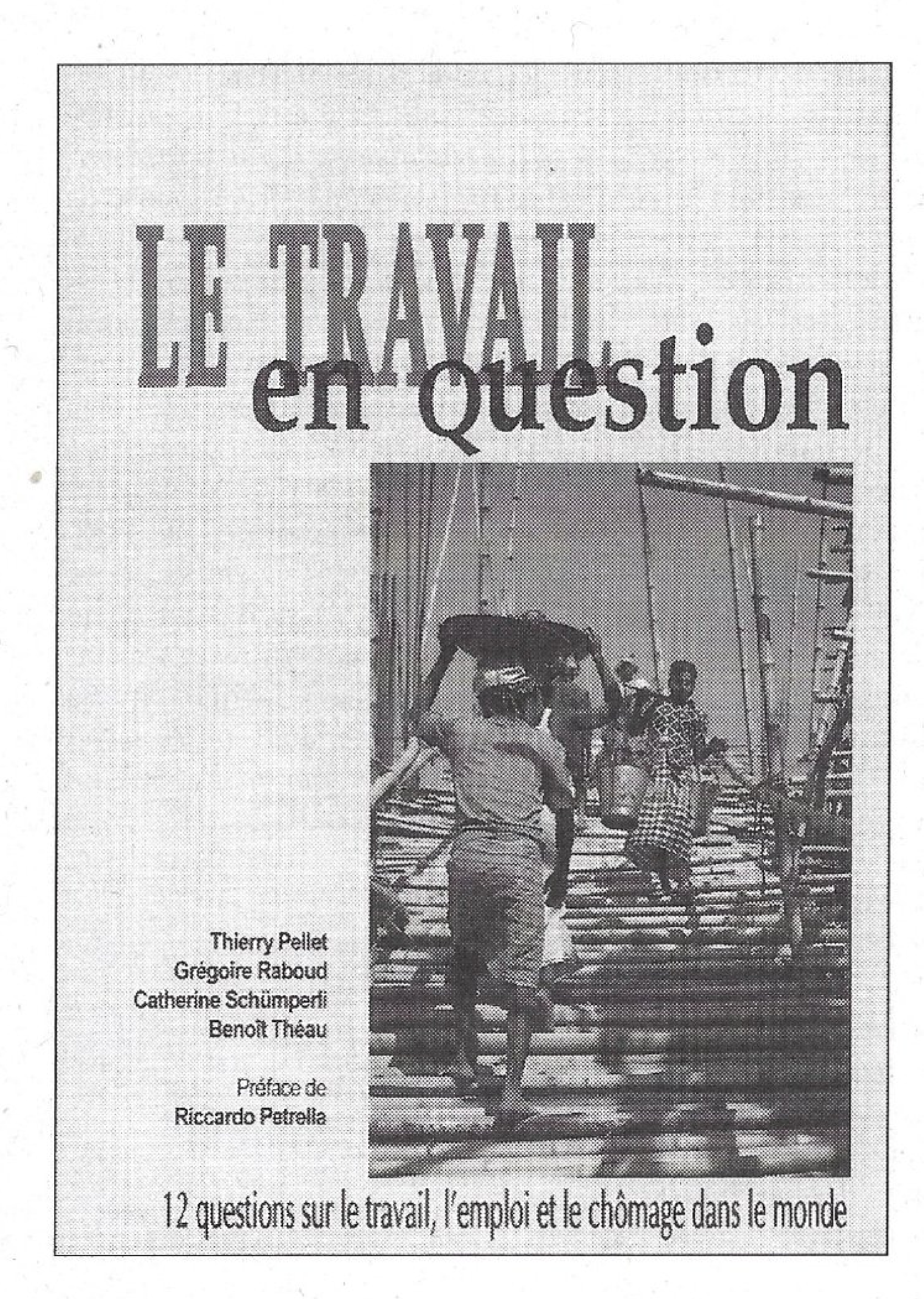
Je crois quand même!...



Le titre de ce bulletin pose une question à double sens: jusqu'où la guerre est-elle allée dans ce pays martyre d'Afrique, ou bien jusqu'où peut-elle aller demain? A la première interprétation, ce dossier fournit une réponse détaillée et exhaustive; à la seconde, son introduction vise à donner à grands traits des éléments de compréhension de la nature de ce conflit (...).

Prix: FF 20.–

Commande à:
CRIDEV
41, avenue Janvier
F-35000 Rennes
Tél. (0033) 99 30 27 20
Fax (0033) 99 30 27 60



Ce livre apporte des éléments de réponse à 12 questions sur le travail, l'emploi et le chômage dans le monde.

1. Qu'est-ce que le travail?
2. Comment revaloriser le travail non salarié?
3. Quelle est l'ampleur du chômage dans le monde?
4. Le secteur informel, solution pour les pays du Sud?
5. Les entreprises multinationales créent-elles des emplois?
6. Quelle liberté d'action la mondialisation laisse-t-elle à l'Etat?
7. La machine remplace-t-elle l'homme?
8. La Bourse influence-t-elle l'emploi?
9. La croissance économique crée-t-elle des emplois?
10. Les pays du Sud volent-ils nos emplois?
11. Une forte croissance démographique aggrave-t-elle la crise de l'emploi?
12. Crise de l'emploi ou crise de société?

Le livre, ainsi qu'une exposition (pouvant être louée pour des animations) ont été réalisés dans le cadre d'une campagne «Made in dignity, emploi et dignité humaine au Nord et au Sud», menée par trois organisations européennes la Déclaration de Berne (Suisse), ORCADES (France) et les Magasins du monde-Oxfam (Belgique).

Prix du livre: SFr. 15.–
Prix de la location de l'exposition: SFr. 50.–/semaine

Commande à:
Déclaration de Berne
Case postale 212 – 1000 Lausanne 9
Tél. (021) 624 54 17 – Fax (021) 624 54 19

Un président solitaire et des frères, des sœurs solidaires

par Gilles Marsauche
Info CEVAA, novembre 1995

La reprise des essais nucléaires en Polynésie décidée par le président français Jacques Chirac a suscité partout de vives réactions qui n'ont pas donné le résultat attendu. L'Eglise évangélique de Polynésie française a décidé de rencontrer le président français.

A Papeete, avant de prendre l'avion avec Ralph Teinaore et Gilles Marsauche, le président de l'Eglise évangélique, le pasteur Jacques Ihorai, s'adresse à tous les Polynésiens: «*Il va nous falloir reconstruire... mais surtout nous reconstruire. Rebâtir notre cœur et cela l'argent seul ne nous y aidera pas*». Il lance un appel aux jeunes: «*Vous qui serez aux commandes de notre pays demain*», à reprendre confiance, à ne pas douter «*comme Pierre qui marche sur l'eau à la rencontre de Jésus, mais prend peur et se noie*». Il invite les adultes à être dignes de leur confiance et assure qu'il parlera au président de la République au nom de tous.

Quelques jours après, le jeudi 21 septembre, à Paris, ils rencontrent Jacques Chirac pour le convaincre d'arrêter les essais nucléaires à Mururoa et pour qu'il comprenne la culture Maohi du peuple Polynésien. Mais avant, le jeudi 18 septembre, à Paris, la délégation de L'Eglise évangélique recontre le Conseil de Fédération protestante de France composé des responsables des Eglises, des associations, des mouvements. (...)

Dialogues de sourds – mais le grain est semé

Jeudi 21 septembre, 10 h 45 à l'Elysée, témoignage de Jean Alexandre qui participe à la rencontre.

Le pasteur Ihorai prend la parole, il est très concentré, il parle bas lentement, et son discours est très direct. C'est un appel d'homme à homme, une objurgation, une prédication: «*Vous n'avez pas le droit, Monsieur le Président, de faire exploser des bombes dans le ventre de notre mère nourricière, la terre; la paix ne peut s'établir sur la base de la menace nucléaire; vous me niez en tant que Polynésien si vous dites que Tahiti, c'est la France; interrompez les essais, je vous en conjure...*» Jacques Chirac est d'abord tendu, mais attentif, parfois interloqué; d'un geste brusque, il approche son fauteuil pour mieux entendre, mieux comprendre. Il soulève plusieurs points: cette notion de «terre-mère» est-elle bien chrétienne? Le discours du pasteur est-il d'inspiration indépendantiste? Suit alors un exposé du pasteur Teinaore sur la théologie contextuelle, puis l'affirmation par les Polynésiens que Tahiti fait partie de la République française: nuance... Jacques Chirac se détend, il demande à son tour à être entendu. Il expose les raisons qui le contraignent à faire procéder à ces essais. C'est, selon lui, la condition pour que la France puisse signer le traité les interdisant à l'avenir, traité dont elle est en grande partie l'inspiratrice. C'est un plaidoyer. Force est donc de constater que la demande de l'Eglise de Polynésie n'est pas acceptée.

Reste alors à envisager la suite des évènements, le sort des archipels après les essais. Sur ce point, le président rassure, assure que la France continuera à soutenir financièrement leur développement. Mais les pasteurs insistent sur les priorités, sur les choix de développement, sur l'éducation en particulier. On sent les réticences que leur inspire la gestion du gouvernement territorial actuel. Enfin, ils plaident en faveur des jeunes casseurs violents, et Jacques Chirac ne paraît pas insensible à ce souci.

Une dernière question est posée: le président n'aurait-il pas dû au moins avoir une parole pour le peuple maohi au moment où il annonçait sa décision de reprendre les essais? «*Vous avez raison, j'aurais dû le faire, je regrette de ne l'avoir pas fait.*»

Pour Jacques Ihorai, «*l'entrevue du président de la République, m'a montré l'indifférence et l'insensibilité du Chef de l'Etat à la souffrance des Polynésiens et des gens du Pacifique, provoquée par la poursuite des essais nucléaires en Polynésie et par la présence de puits et de déchets radioactifs someillant depuis 1966 dans le sous-sol des atolls de Fangattaufa et Moruroa*».

En descendant les marches de l'Elysée nous voilà face aux journalistes. «*Y a-t-il du nouveau? du sensationnel? la fin des essais?*» La réponse de Jacques Chirac intéresse plus que le message qui lui a été transmis. C'est la loi des médias, mais Jacques Ihorai est déjà très loin. Débarrassé de l'attente d'une parole délivrée, il est déjà parmis les siens, son pays, son peuple, rien ne s'arrête, rebâtir les cœurs, voilà qui ne fait pas un scoop mais un engagement de vie, la presse n'est pas venue entendre cela, il lui faut un mot qui pourra réveiller l'intérêt de l'auditeur. Jacques Ihorai termine par cet appel: «*A vous les médias, n'oubliez pas la Polynésie*», mais ils sont déjà partis.

Cultiver la réflexion philosophique

La Gazette – 7 septembre 1995

CONFÉRENCE *Daniel Goeudevert s'exprime sur le capitalisme*

Le capitalisme trouvera son salut dans l'éthique

«Le capitalisme a triomphé, mais sa survie est en jeu. Livré à lui-même, sans contre-modèle, sans contestation, il risque de devenir un monstre, provoquant de nouvelles tensions sociales et des conflits au niveau planétaire.» La mise en garde est de Daniel Goeudevert, ex-No 2 de Volkswagen. Invité mercredi, à l'occasion des Jeux mondiaux interentreprises qui se tiennent à Genève jusqu'au 9 septembre, à présider une conférence-débat sur l'«Au-delà du capitalisme», l'actuel vice-président de la Croix-Verte internationale n'y est pas allé par quatre chemins pour dénoncer les excès d'un système qui «ne pratique ni la mesure ni l'autocensure»: «L'espérance de vie d'un homme noir dans le quartier de Harlem à New York est de 46 ans, inférieure à celle de son homologue au Bangladesh, au Cambodge ou au Soudan!», a-t-il fait remarquer.

Selon lui, le capitalisme a vaincu parce qu'il est plus efficace, non parce qu'il est plus juste. D'ailleurs, si des tensions renaissent, elles ne portent plus sur la légitimité du système ou sur son efficacité, mais sur sa morale et son inéquité, soutient M. Goeudevert. Preuve en est: la quête actuelle pour plus de justice, de morale dans les affaires, de responsabilité civique et sociale, pour diminuer toute forme d'exclusion: «Nous cherchons à compenser le manque que porte en lui le système capitaliste.»

Partisan d'un «capitalisme amélioré», l'ancien dirigeant de la firme automobile allemande en appelle à la morale, «le meilleur investissement». Qui en sera le vecteur? L'entreprise. Car elle est «la cellule essentielle» dans un monde où tout est dicté par l'économie, que ce soit les modes de consommation, l'environnement scientifique et technique, les systèmes de production, l'organisation du travail ou les réseaux de communication.

A l'entreprise donc de se redéfinir et de formuler une nouvelle éthique du capitalisme: «Etre un bon manager de nos jours, c'est bien savoir licencier», constate M. Goeudevert, qui regrette que le chef d'entreprise qui réussit à maintenir des emplois ne soit pas autant valorisé.

Mais pour se remettre en question, encore faut-il se donner le temps de la réflexion. «Avec la vitesse à laquelle circule l'information, nous sommes devenus impatients et exigeons des recettes tout de suite, observe M. Goeudvert. Or, nous devons réapprendre la lenteur et cultiver la réflexion philosophique.»

M.Gu.

Renforcer les liens

Le Monde – 27 septembre 1995

La Chine cherche à contrer l'« hégémonisme » de l'Occident

Pékin entend cultiver une nouvelle relation sino-russe tout en jouant la carte tiers mondiste

PÉKIN
de notre correspondant

Après un été surtout consacré à des gesticulations militaires, des polémiques, commémorations guerrières et historiques réminiscentes de la guerre froide, les relations de la Chine avec le monde extérieur – au premier chef, avec Washington – semblent se réorienter provisoirement sur le terrain de la diplomatie. Tout indique que le chef de l'Etat, Jiang Zemin, se rendra aux Etats-Unis pour y rencontrer le président Bill Clinton. Tout donne aussi à penser que les ambassadeurs, rappelés en juin, auront alors rejoint leurs postes respectifs et que Pékin va chercher à transformer en avantages diplomatiques les points marqués sur d'autres terrains.

Il ne faut pas s'attendre pour autant à des compromis de la part de la Chine. Au contraire, la volonté affichée à Pékin de reprendre le dialogue formel ressemble plutôt à une réédition moderne de la stratégie que les Etats-Unis avaient décelée chez les Vietcongs pendant la guerre du Vietnam : discuter et combattre (*« talk and fight »*).

CONCESSION TACTIQUE

Pékin a finalement donné son accord à la nomination de James Sasser, ancien sénateur démocrate du Tennessee, pour succéder à Stapleton Roy au poste d'ambassadeur américain en Chine. Le geste semble avoir convaincu Pékin que les Etats-Unis étaient disposés à faire en sorte que le président Jiang Zemin puisse rencontrer prochainement M. Clinton.

Différé pendant plusieurs mois, l'accord de Pékin au choix de M. Sasser est une concession notable, la personnalité de ce nouvel ambassadeur ne lui inspirant guère confiance, en raison notamment de sa prise de position contre la répression du mouvement de Tiananmen, au printemps 1989. Mais cette concession chinoise est tactique : la Chine n'a pas l'intention pour autant de mettre une sourdine à ses récriminations envers les Américains.

Ainsi, ses médias officiels ont maintenu le rythme de leur production d'articles incendiaires à l'encontre de Washington sur deux événements qui ont provoqué la fureur chinoise : la visite privée de Lee Teng-hui, le président de Taïwan, en juin, aux Etats-Unis, et la troisième rencontre du dalaï-lama avec M. Clinton, le 13 septembre, à la Maison Blanche, même s'il ne s'agissait que d'une simple conversation *« impromptue »* dans le bureau du vice-président Al Gore. Dès lors, Pékin soupçonne Washington de chercher à faire éclater l'unité nationale.

Ainsi voit-on se dessiner aujourd'hui une tactique chinoise d'« encerclement diplomatique » qui vise les Etats-Unis à partir de deux points d'appui : une réaffirmation marquée de la nouvelle relation sino-russe et les préparatifs d'une réforme des Nations unies au sein desquelles Pékin détient un droit de veto au Conseil de sécurité.

Le vice-premier ministre Qian Qichen a ainsi rencontré, le 22 septembre, Boris Eltsine dans sa résidence de vacances sur la mer Noire, ostensiblement pour préparer le prochain séjour du numéro un russe en Chine. En outre, M. Qian a mis à profit son passage à Moscou pour expliquer les principes que la Chine voulait mettre en avant pour la réforme des Nations unies : il s'agit pour Pékin de défendre l'idée de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et de promouvoir celle que le Conseil de sécurité doit *« renforcer ses liens avec l'assemblée générale »*.

En d'autres termes, l'objectif est de diluer quelque peu le pouvoir du Conseil de sécurité, où la Chine n'est pas toujours en bonne posture, au profit de l'assemblée générale, où elle dispose des votes d'une constellation de petits Etats faibles qu'elle séduit encore par sa rhétorique tiers mondiste.

Francis Deron

Dieu: quel avenir?

par Jean-Marie Pasquier

Pour le temps de l'Avent

Il y a quelques temps, un journaliste de Sarajevo écrivait encore: «*Nous avons perdu notre passé, notre présent et notre avenir, et l'avenir de nos enfants...*». Il aurait pu ajouter: et l'avenir de Dieu. Ou au contraire professer: il nous reste l'avenir de Dieu.

En réalité, cette expression peut avoir deux sens.

On peut identifier l'avenir au futur, et le renvoyer dans un futur très lointain, à la limite à la fin du monde. Pour certains, l'avenir de Dieu est là: disons que c'est sa dernière chance. D'ici là, on a le temps... de voir venir. Pour d'autres, Dieu a un avenir beaucoup plus proche. Ce sera au XXIe siècle, qui, dit-on, sera religieux ou ne sera pas. Déjà les magazines annoncent le «retour de Dieu»: en tout cas, médiatiquement parlant, le sujet «Dieu» marche de nouveau, un peu comme le mariage des prêtres. Mais de quel Dieu s'agit-il? Et de quel «religieux»?

On peut aussi comprendre l'avenir dans son sens ancien (du latin *advenire*, arriver) qui signifie *avènement*. Dès lors, l'avenir de Dieu, ce n'est pas un à-venir hypothétique, mais bien un ad-venir réel et toujours actuel. Dieu n'appartient pas au passé, même s'il est vrai qu'on en parle souvent, y compris dans la Bible, au passé: «Au commencement, Dieu créa...». Et dans nos imaginaires, et sur les tableaux de nos églises, Dieu fait souvent très, très vieux. Alors qu'il est éternellement jeune, ce qui lui permet de «couvrir», sans vieillir, toute notre histoire. Nous le prions comme le «Dieu qui est, était et qui vient», mais lui-même s'appelle «JE SUIS» (Ex. 3:14). Non comme l'Etre immobile planant au-dessus de notre histoire, mais comme le Dieu vivant qui advient au cœur de notre histoire. Personnelle et collective.

Pour nous parler de cette venue, qui ne ressemble à aucune autre, l'Evangile nous propose des images contradictoires: cela va du voleur qui entre par effraction au milieu de la nuit au visiteur qui frappe timidement à la porte, comme un jeune amoureux. Ce peut être les deux à la fois. Il y a l'évènement qui ressemble à l'irruption du voleur qui vous arrache au sommeil et met la maison sans dessus dessous. Vous êtes en pleine activité, avec un agenda bien rempli, et voilà qu'un accroc subit de santé vous oblige à tout laisser: la maison, le travail, l'agenda et ses rendez-vous. Il faut consentir à vidanger, accepter le vide, une certaine pauvreté du corps et de l'esprit. Et cela peut devenir comme un espace de liberté, autour de soi et en soi, un espace qui s'ouvre à des voix que l'on n'entendait plus, ou mal, à des visages nouveaux, à des présences insolites que l'on devine. Serait-ce Lui?

«*Voici, je me tiens à la porte et je frappe. Si quelqu'un entend ma voix et ouvre la porte, j'entrerai chez lui et je souperai avec lui et lui avec moi.*» (Apoc. 3:20).

Est-ce à dire que, face à cet «avenir» de Dieu dont on ne connaît ni le jour ni l'heure, on ne peut qu'attendre passivement que quelque chose se passe, sans rien faire? Tout l'Evangile nous dit le contraire: gardez votre lampe allumée et restez en tenue de service! Saint Pierre écrit même aux premiers chrétiens cette chose étonnante: «Vous qui attendez et qui hâtez l'avènement du jour de Dieu...» (II Pierre 3:12). Il ne s'agit pas, comme certains gourous, de vouloir précipiter la fin du monde avant l'an 2000, mais bien, d'une certaine manière d'accélérer l'histoire du salut de l'humanité qui coïncide avec celle de la venue du Règne de Dieu, «sur la terre comme au ciel».

Cela arrive quand des hommes sont libérés, guéris, sauvés. Lorsqu'on demande à Jésus: «Es-tu celui qui doit venir, ou devons-nous en attendre en autre?», il répond: «*Allez dire à Jean ce que vous entendez et vous voyez: les aveugles voient, les boîteux marchent, les lépreux sont purifiés...*». Voilà les signes que Dieu vient et ils ne trompent pas. Il en existe aujourd'hui encore, il s'agit seulement de les reconnaître.

«Nous ne savons pas ce que l'avenir nous promet, mais déjà nous connaissons Celui qui nous promet l'avenir». Mieux: Celui qui est notre Avenir, dès aujourd'hui.

Le droit agraire traditionnel: une cible des ajustements culturels?



par Susy Greuter, UNITÉ
traduit par Paul Jubin

Dans les pays pauvres du Sud, le droit du sol traditionnel devient de plus en plus l'objet d'attaques accrues et concentrées des programmes d'ajustements structurels et des projets de la Banque mondiale. Le statut non commercial du sol, faisant l'objet du droit traditionnel, est en train d'être aboli ou se trouve menacé. La jouissance du sol constitue pourtant la meilleure des sécurités sociales et la garantie de la survie de très nombreuses populations rurales dans les pays du Sud. Ces habitudes séculaires peuvent-elles être aussi aisément balayées?

Parmi les programmes d'action prévus par les Nations-Unies lors de leur grande Conférence sociale mondiale de mars dernier, le problème spécifique des populations rurales occupait une place mineure. Pourtant, sous le titre: «Infrastructures et accès amélioré aux ressources productives», des recommandations visaient les réformes agraires pour lutter contre la misère des populations rurales et le développement de nouvelles terres à cultiver, ainsi que la garantie du droit agraire.

Ces dernières années, les luttes pour la terre ont connu une recrudescence croissante et un caractère aigü. Tant et si bien que ce thème a été repris et fait l'objet d'analyses sous un nouvel angle. Y a-t-il un dénominateur commun entre: la rébellion au Chiapas; la guerre civile à Bougainville; les véhémentes démonstrations de protestation de mouvements paysans et d'organisations indigènes en Colombie, au Honduras, en Equateur, en Bolivie, en Guinée Bissau; les crises de la politique agraire en Tanzanie, au Zimbabwe et aux îles Fidji: ou bien s'agit-il simplement d'un destin incontournable et propre à toute lutte pour le sol au cours de l'histoire de l'humanité?

La Conférence sur l'environnement de Rio a su parfaitement attirer l'attention internationale sur les groupes humains dont l'équilibre écologique du biotope naturel se trouve menacé, bien sûr dans le cadre des connaissances actuelles. Les points de vue économiques ont cherché à se faire entendre, si possible dans le cadre des prescriptions formulées. Ainsi, d'un côté, on a l'exemple de populations indiennes de l'Amazonie. Elles sont actuellement l'objet d'une attention spéciale, en raison de la rapide érosion dont leur région est victime, suite à la destruction de la forêt vierge provoquée par d'anarchiques tentatives d'exploitation, souvent d'ailleurs abandonnées! Mais d'un autre côté, on a l'exemple des paysans de la région indo-birmane caractérisée par ses collines. Ils ne trouvent pas d'avocats pour évaluer et dénoncer les dégâts des incendies déclenchés pour le défrichage de nouvelles terres, bien que la population reste stable (il semble que de telles atteintes au

capital de la nature soient actuellement considérées avec une incompréhensible mansuétude). Un autre cas provoque peu d'échos: la détresse des KungSan du désert de Kalahari, menacés par la politique de pâture rendue possible par les nombreux forages de puits. Comme si le désert du Kalahari ne s'avérait pas essentiel à la protection globale du climat.

Les sociétés de chasseurs et les groupes de collectionneurs bénéficiant de droits d'utilisation extensive du biotope naturel, tentent de préserver leurs privilèges sur les ressources naturelles. A vrai dire, ils constituent une minorité en voie de disparition.

En dépit des manchettes provoquées par d'équivoques transferts de populations, l'enjeu majeur demeure toujours la résistance et les luttes opposées par les paysans pour leur survie, de même que la résistance aux attaques visant l'accaparement du sol communautaire. *Cette forme traditionnelle d'utilisation du sol se retrouve et s'exprime nettement sous toutes les latitudes. Lorsque le sol communautaire est dicrédité, c'est-à-dire considéré comme non productif par l'économie de marché, il se trouve sérieusement menacé. Un nombre important d'êtres humains se trouvent alors touchés.*

Il est opportun de rappeler qu'à travers le monde, une majorité de la population rurale vit et survit grâce au système traditionnel de gestion du sol. D'ailleurs, la plupart des Constitutions des régimes coloniaux ou post-coloniaux prévoyaient ou prévoient une double possibilité de la propriété du sol: d'une part, la jouissance de la terre légalisée par les coutumes ancestrales des habitants; d'autre part, l'Etat a tendance à se considérer comme un propriétaire abstrait. Il est intéressant de noter que le droit britannique prévoyait expressément que l'Etat ne peut utiliser son droit de propriété qu'à des fins publiques.

Les paysans vivant en économie de subsistance, produisent principalement ou exclusivement, pour assurer leurs besoins de base. Cette forme d'économie ne résulte pas d'un choix pris par les familles individuelles ou par la communauté. Elle est subie. Des barrières ont été de tout temps dressées et des discriminations commerciales ont toujours été érigées à l'encontre des petits paysans et des minorités culturelles, et pas seulement lors de la domination coloniale! Les surfaces disponibles suffisent en général à peine à satisfaire les besoins économiques existentiels des communautés concernées. On ne construit pas d'écoles dans leurs zones. Par conséquent, ces ruraux restent privés de l'accès au savoir, à la connaissance des réalités socio-économiques et des comportements politiques, à l'apprentissage des méthodes de commercialisation. Il y a d'autres éléments à prendre en compte: par exemple, la consolidation de valeurs culturelles propres, appelées à protéger le groupe des agressions du monde extérieur, à la manière d'un bouclier. L'identité culturelle doit conserver son caractère de droit de l'homme.

Réseaux de sécurité pour la sauvegarde du droit du sol traditionnel

Les sociétés traditionnelles gèrent le sol disponible en l'attribuant de manière plus ou moins flexible, sous forme de parcelles, aux membres de leur communauté. Le droit à la terre repose sur l'appartenance à la communauté. La distribution des terres par les responsables traditionnels ne vise pas à favoriser les aptitudes et les capacités de production, mais bien à assurer la survie de tous et de chacun.

Incontestablement, l'économie de marché a déjà mis à mal ce système basé sur des normes séculaires. Pourtant, on devrait toujours voir figurer dans les déclarations des grandes Conférences sociales mondiales, la reconnaissance des valeurs traditionnelles sauvegardées par de tels réseaux de sécurité. *L'affectation des terres collectives et leur non-commercialisation assurent en effet la sécurité des membres les plus faibles de la communauté, par exemple celle des femmes seules, responsables de la vie de leurs enfants. Une telle pratique évite également la dispersion des membres d'une communauté et renforce leur cohésion. Si le sol devenait propriété privée, en peu de temps les grands propriétaires et les entreprises agricoles se passeraient des services des hommes et des femmes sans terre, les abandonnant à la seule solution: émigrer vers les banlieues-bidonvilles des grandes cités.*

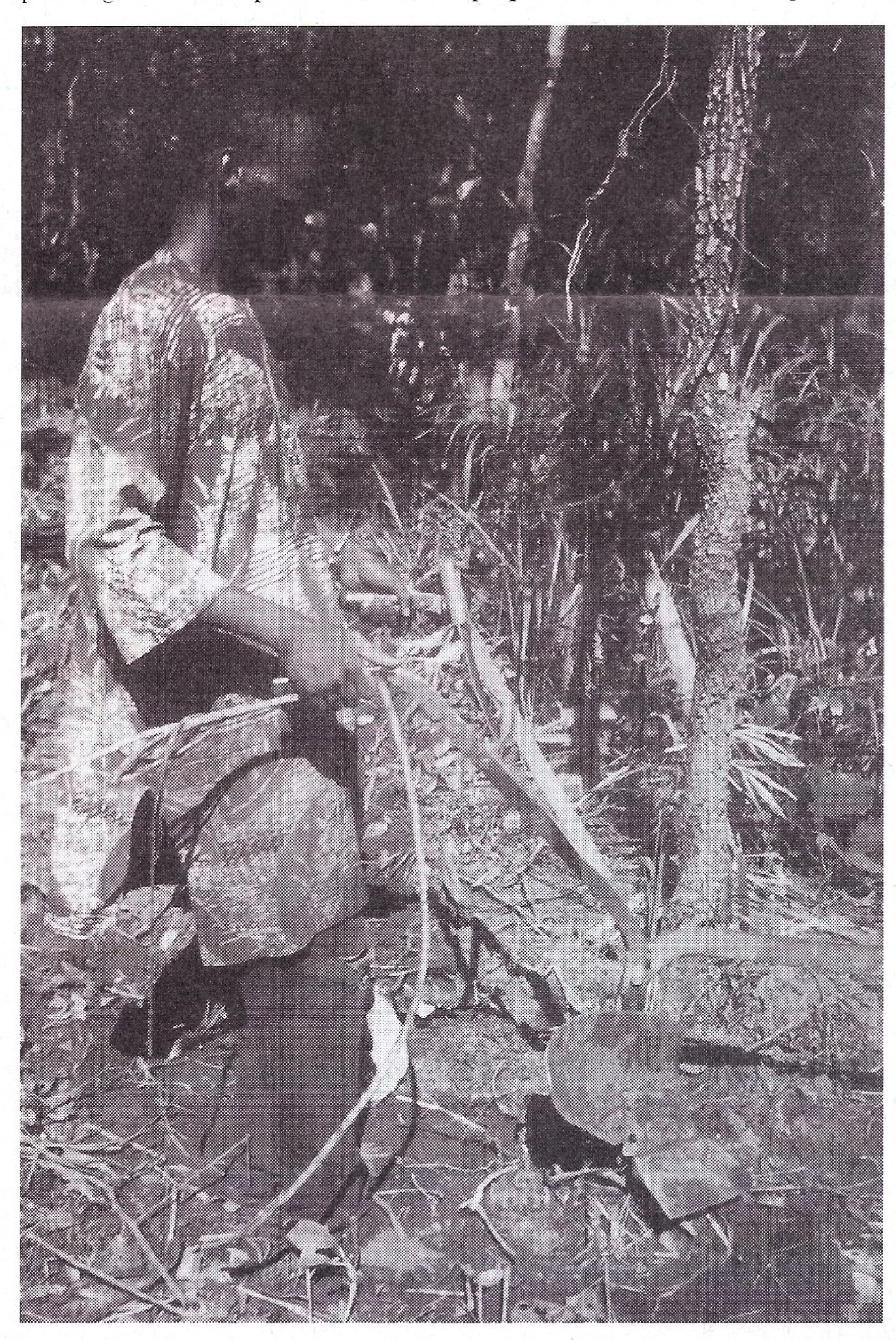
Les contraintes d'une telle société de subsistance ont des effets sur les forces de travail qualifiées qui ont dû momentanément émigrer. L'appartenance au groupe n'assure pas seulement le maintien des femmes et des enfants dans la communauté, mais il demeure un appel au retour et à la survie des migrants. S'ils rentrent dans la communauté, ils peuvent la faire bénéficier de nouvelles capacités et techniques de travail: et leur survie se trouve aussi préservée, puisqu'ils ne connaîtrons pas:

- *le chômage;*
- *la détresse durant la vieillesse (puisque l'assurance-vieillesse n'existe pas);*
- *les pertes de revenu lors du partage après la mort des parents, lors de cas d'invalidité ou d'infidélité;*
- *ils pourront par contre accueillir les réfugiés appartenant à des groupes apparentés; ceux-ci trouvent dans la communauté, ne serait-ce que temporairement, des moyens de vivre, par l'octroi de sol prélevé sur la réserve communautaire.*

En fait, cette gestion traditionnelle du sol communautaire est restée intacte en peu d'endroits, à travers le monde. L'accaparement des meilleures terres par les puissants, aux périodes successives de l'histoire, a rejeté progressivement les paysans vivant d'une économie de subsistance sur les terrains les moins productifs. A d'autres endroits, la démographie galopante a rétréci les parcelles affectées à chaque famille et ne leur permet plus de produire régulièrement un petit surplus. Exemple: une évaluation menée dans le «Tribal Trust Lands» de Rhodésie dans les années septante a enregistré une multiplication par 17 de la surface du sol labouré par rapport à celle des parcelles attribuées... et cela bien avant les incitations insistantes à satisfaire les besoins du marché. Aujourd'hui comme jadis, il s'ensuit une utilisation excessive des sols, par conséquent une destruction écologique, surtout si on tient compte du fait que des communautés entières doivent se suffire exclusivement des maigres ressources des zones improductives qu'on leur a assignées, après l'accaparement des bonnes terres pour l'économie d'exportation. En de tels cas, l'économie de subsistance a perdu son bonus au niveau écologique.

Une nouvelle génération de lois agraires

A l'origine des plus récentes luttes pour la jouissance du sol, on enregistre souvent des décisions officielles des gouvernements. Le **Honduras** a promulgué un statut pour la «modernisation agraire», qui annule pratiquement la réforme agraire des années soixante sans avoir eu à la supprimer formellement. En **Colombie**, l'Etat distingue entre les ressources du sol et du sous-sol et les partages de manière inaliénable entre deux propriétaires: l'Etat, d'une part; les



populations locales, d'autre part. La terre aux indigènes, les ressources naturelles du sol et du sous-sol à l'Etat, qui peut ainsi rapidement négocier des concessions avec les industries du bois et les industries minières intéressées. En **Guinée Bissau**, où la définition abstraite de la propriété du sol a rendu l'Etat propriétaire de la terre, le gouvernement remet toutes les terres des villages qui ne sont pas affectées à l'agriculture intensive, aux personnes intéressées par la privatisation. Au **Mozambique**, on constate le même phénomène, et les anciennes terres collectives ont tendance à être privatisées, ce qui conduit souvent à la revente à des investisseurs sud-africains.

Les luttes pour le sol ont accompagné toute l'histoire de l'humanité, particulièrement durant les périodes de la colonisation et lorsque différentes castes ou classes d'une même nation réglaient leurs différends par les armes. *L'accumulation et la similitude des cas actuels mènent à une nouvelle étape dans ce domaine: celle de la globalisation. L'Etat défend de plus en plus des intérêts internationaux.* Les lignes de force des nouvelles législations sont aisément discernables:

– les ressources nationales sont offertes aux investisseurs les plus intéressants, quelle que soit leur provenance;
– les domaines de l'Etat, acquis de manière directe ou formelle, sont privatisés;
– toutes les barrières faisant obstacle à la libre circulation des biens (y compris la terre) dans le cadre du libre marché national ou international, sont levées.

Plus de 80% des pays non industrialisés ont enregistré un accroissement de la dette et une dépréciation de leur monnaie au cours de la dernière décade, entraînant une intervention drastique des instituts financiers internationaux. Les ajustements structurels ont été mis à l'ordre du jour dans les Etats concernés. Des contrats ont été signés, au terme de négociations menées âprement par ces agences, en vue d'imposer aux pays débiteurs des objectifs précis dans le domaine de la vie et de la politique économiques. Ces conventions n'ont pas été rendues publiques. Dès lors, on en a été réduit essentiellement à des suppositions pour analyser leur contenu. De même, il est difficile de démontrer que les décisions et activités officielles découlent vraisemblablement des conclusions imposées par l'ajustement structurel.

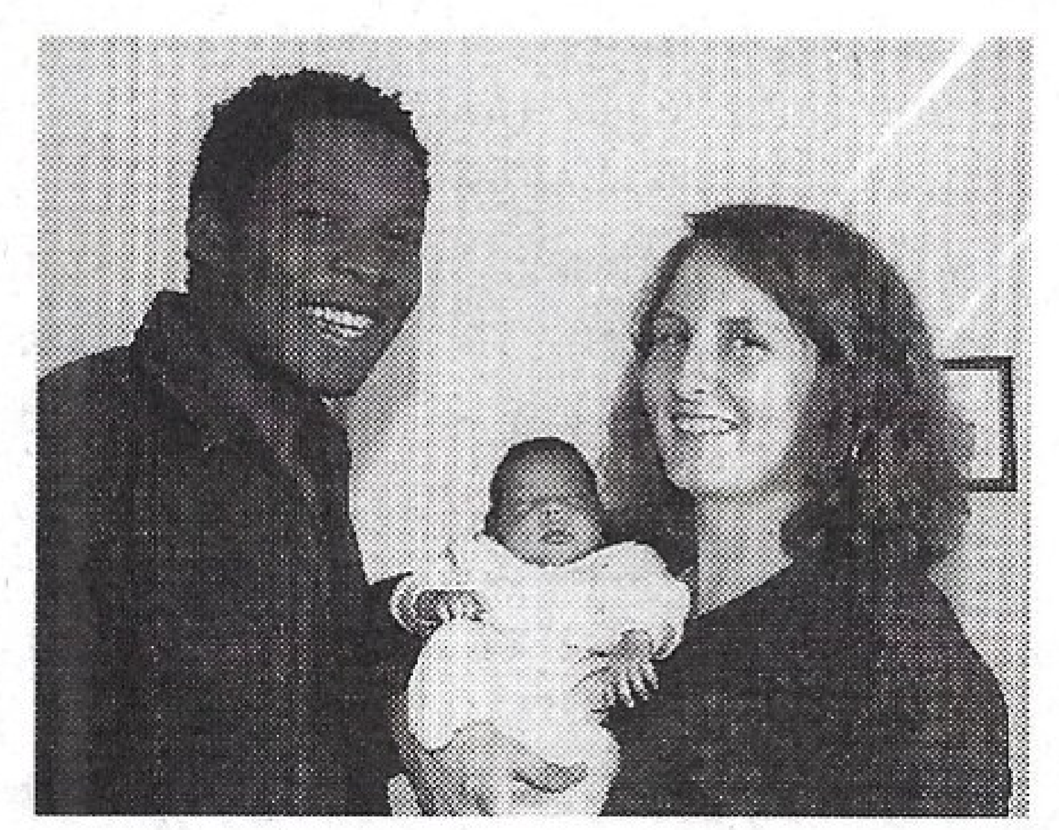
M. Issa Shivji, membre du directoire de la Commission agraire de Tanzanie s'est risqué à porter sur la place publique les recommandations du FMI en vue de la privatisation des terres communautaires. L'organisation internationale des droits de l'homme pour le droit à la nourriture (FIAN) a publié une étude dans laquelle elle dénonce le fait que les lois approuvées au Honduras pour la modernisation agraire, dans le cadre d'une stratégie d'ajustement structurel, violent les droits de l'homme reconnus internationalement.

L'Etat marxiste, l'Etat féodal et l'administration coloniale ont en commun l'accaparement de terres par-dessus la tête de ses habitants, pour être cédée, distribuée, administrée. Les Etats en voie de développement, «renouvelés» par l'ajustement structurel, peuvent-ils s'engager sur des voies différentes?

Que voilà une déclaration polémique! La privatisation ne signifie pas forcément la vente à des investisseurs nationaux ou étrangers. Elle peut aussi traduire le simple octroi de titres fonciers aux travailleurs actuels de la terre. Les nouveaux propriétaires découvrent vite alors, que leurs titres sont négociables et peuvent être réinvestis, c'est-à-dire que la terre a un prix. Les écarts entre les éléments forts et faibles, entre les propriétaires-entrepreneurs et les paysans vivant en économie de subsistance, peuvent être rapidement creusés par les ventes de terre*. *«Attribuer des titres de propriété individuelles aux paysans signifierait une réduction de 70 à 30% de la population travaillant la terre»* prétend un porte-parole de la First Merchant Bank du Zimbabwe. L'avantage selon lequel les titres de propriété permettent l'accès aux circuits financiers, notamment sous forme d'obtention de crédits grâce aux terres données en garantie, se révèle vrai pour une minorité.

Des solutions inédites doivent sans conteste être imaginées dans ces sociétés agraires, susceptibles de dégager de nouvelles ressources à intégrer dans l'économie de marché. De leur côté, les recommandations des instituts internationaux ne doivent pas perturber ou détruire le système social traditionnel qui met à l'abri les plus faibles et les préserve de délimitations ou de partages intempestifs. Les programmes sociaux ajoutés en complément aux contrat d'ajustement structurel et aux grands projets, s'avèrent notoirement insuffisants pour empêcher la misère croissante des bidonvilles et des zones de grands travaux.

*Dans l'état actuel des choses et dans bon nombre de pays à société rurale, l'attribution de titres de propriété aux femmes s'avère précaire (y compris dans les sociétés avec un système traditionnel de solidarité). Un tel changement du droit du sol peut signifier pour elles une régression, surtout si on tient compte des conséquences de certaines politiques démographiques actuellement en vigueur.



Anne et Edgar Valdez-Saudan



Jude et Mireille Perrin



Joëlle Ruedin



François Riat et Nathalie Fleury

Chantal Villet et Marie-Françoise Philipona

Départs

Anne et Edgar Valdez-Saudan, leurs deux enfants Gabriel et Muna, se sont envolés le 30 octobre pour La Paz, en Bolivie.
Edgar, médecin de santé publique, est engagé par l'«Accion Internacional por la Salud» (AIS). Edgar assurera l'appui à l'antenne locale par diverses tâches: éducation à la santé, diffusion et révision de matériel éducatif, coordination des activités avec d'autres institutions locales, participation à la gestion et à l'administration.
Leur adresse professionnelle:
AIS
Av. Abel Iturralde 11388
P.O. Box 568
Miraflores – La Paz/Bolivie

Mireille et Jude Perrin, avec dans leurs bras leur petite Eve-Marie (2 mois), sont partis pour Haïti, destination Port-au-Prince. Mireille, professeur de mathématiques, travaillera pour les Ecoles des Sœurs de Sainte-Croix.
En collaboration, elle choisira les options et orientations en éducation, visitera des écoles et procédera aux inventaires des moyens didactiques. Elle interviendra aussi ponctuellement dans le travail quotidien.
Leur adresse:
c/o Danielle Schaerer
B.P. 440
Port-au-Prince/Haïti

Joëlle Ruedin, enseignante secondaire, a rejoint le Centro de Promocion rural «Jesus Maria», à Cochabamba, en Bolivie, le 13 novembre 1995. Ses tâches seront multiples: de la formation pédagogique des enseignants ruraux des internats à l'animation de groupes de jeunes, en passant par des rencontres de sensibilisation avec les parents d'élèves et le suivi en matière d'orientation scolaire et professionnelle.
Son adresse professionnelle:
c/o Centro «Jesus Maria»
Casilla 1293
Cochabamba/Bolivie

Nathalie Fleury et François Riat ont pris les airs, le 13 novembre 1995 également, pour Berbérati, en République Centrafricaine. Nathalie, sociologue et anthropologue, travaillera dans le projet Pygmée de Monasao, poursuivant l'encadrement pédagogique préscolaire, ainsi que le domaine de l'alphabétisation des adultes et jeunes, soutenue par François pour les activités socio-économiques.
Leur adresse:
Mission de Monasao
B.P. 22
Berbérati/République Centrafricaine

Naissance

Melina, née le 26 septembre 1995 au foyer de **Marie-Jeanne et Remy Christen**, anciens volontaires à Garoua, au Cameroun. Grégory et Barbara se réjouissent d'accueillir leur petite sœur à la:
Rue de la Combe 13
1196 Gland

Un sourire remplace l'autre au secrétariat FSF...

Chantal Villet (à gauche sur la photo), après presque deux ans passés dans notre petite équipe, laisse la place à **Marie-Françoise Philipona**.

Le relais de l'accueil et de la couverture des tâches de secrétariat est assuré par la présence chaleureuse et efficace de Marie-Françoise, que nous apprécions déjà.
Bienvenue Marie-Françoise!

Chantal a choisi une autre orientation professionnelle, celle de psychomotricienne. Nous sommes persuadés que ses qualités humaines et ses compétences professionnelles sauront mettre du bonheur dans le cœur des enfants qu'elle suivra plus particulièrement.
Bonne chance, bonne route, et merci, Chantal!

BASES: LE RETOUR!

Brigade d'Appui Suisse El Salvador

Nous sommes un groupe de quinze jeunes de Genève (Suisse) entre 17 et 21 ans, en majorité étudiants mais comprenant aussi quelques apprentis. Notre point commun est sûrement d'être conscients des «légers disfonctionnements» économiques, sociaux et politiques qui régissent notre planète. L'envie nous est venue d'apporter concrètement notre grain de sel à l'effort entrepris par des milliers de personnes et d'organisations pour améliorer la situation économique et sociale du dit «tiers monde», autrement dit: les trois quarts de la population de la planète.

Cette envie s'est concrétisée par l'organisation d'un voyage en groupe au Salvador ayant pour but de participer activement à la réalisation de deux projets ainsi qu'au financement d'un autre.

Notre brigade travaillera dans la communauté «Las Americas», au Salvador, en collaboration avec l'ONG locale PROYSOS.

Imaginons un groupe de jeunes farouches, déterminés et sauvages (notre chère brigade), débarquant dans un pays lointain, non loin de la jungle et des serpents, pour construire un «mercadito». Voici qu'on amène ces jeunes aventuriers sur le terrain où le petit édifice devrait s'ériger. A première vue, quelques maigres cailloux dépassent de la terre. Nous voilà au moment crucial, car pour poser les fondations, il va falloir creuser. Beaucoup? Non, juste quelques dizaines de centimètres, peut-être un peu plus à d'autres endroits. Alors tout le monde se saisit d'un des outils existants, c'est-à-dire soit d'une pioche, soit d'une pelle, soit d'un racleur (c'est un outil fort intéressant) et commence à creuser, à pelleter, à brouetter, et à creuser encore et ainsi de suite. Plutôt physique comme travail, lorsqu'on ne dispose pas d'outils plus perfectionnés. Mais qu'y a-t-il là? Un petit caillou? Un gros? Et là, un autre, et encore un autre. (...) C'est encore là un dur labeur, lorsqu'on ne dispose que d'une simple corde et de barres à mines pour les soulever, les livrer et les transporter. (...) Tout cela non pour fanfaronner ou pour vanter nos efforts, mais bien pour décrire la réalité quotidienne des ouvriers du Salvador, la pénurie en outils et en machines (et ce dans tous les domaines, ce qui entraîne forcément une main d'œuvre dont les coûts sont dérisoires, tristement dérisoires).

«Le quotidien est vécu de manière différente pour chacun. Ce voyage était un coup d'œil passionnant sur celui des habitants d'une autre partie de la planète. Des moyens difficiles, une situation différente et des préoccupations qui n'ont rien à voir avec celles qui nous entourent. Enfin, ce séjour a enrichi mes connaissances, renforcé mes idées et prouvé que l'échange international (tant matériel que «moral») n'est pas une illusion.»

Antoine

«Lorsqu'une personne vit dans un pays où le confort déborde de tous les côtés et qu'elle voyage uniquement pour faire bronzette ou oublier la monotonie, cette personne ne se rendra jamais compte de la misère que d'autres peuples subissent. Si j'affirme cela, c'est que le voyage que j'ai vécu au Salvador m'a rendu plus conscient de l'inégalité que subissent les trois quarts de la population mondiale. Une chose est certaine à présent, c'est que ma vie va être consacrée à l'aide aux plus défavorisés de la planète et à la sauvegarde de la nature.»

Mansour

«Trois semaines passées en commun, en partageant tout, scorpions, crapauds, moustiques; mais aussi discussions, rires, expériences, des liens se créent. Mais vient le jour du départ, comme un rappel pour dire: on est suisses, on partage votre condition, mais trois semaines, pas plus. Non, on reviendra, on vous écrira, on vous aidera depuis là-bas. Et pire encore: l'arrivée à Genève. Retrouver le luxe, la morosité, la surabondance, ça nous donne la nausée. Enfin, pas seulement un mois génial, mais aussi un mois qui fait beaucoup réfléchir.»

Juliette

«Du Salvador, je garderai le souvenir de cette pièce aux murs délabrés où on s'était réunis pour écouter des hommes d'un syndicat condamné, et dans laquelle ils avaient stocké des cercueils; de cette église détruite où un prêtre jésuite y célébrait encore la messe, et de la dignité de ces gens de la communauté de Las Americas, au rythme de vie simple mais jamais banal. Du Salvador, je garderai le souvenir indélébile de ce paysage vert, toujours vert.»

Hector

Contacts:
BAS (Brigade d'Appui Suisse)
c/o Louca Lerch
Rue Schaub 12 – 1202 Genève

Council 1995

Du 10 au 12 novembre s'est tenu à La Chaux-de-Fonds (Suisse) le council 1995 d'Eiréné.

Etaient présents: les délégués des branches allemande, hollandaise et suisse, les représentants du bureau international, les délégués-membres fondateurs ainsi que les coordinateurs du Niger, du Nicaragua et du Tchad.

A l'ordre du jour de la rencontre figuraient notamment la réflexion sur le 40e anniversaire d'Eiréné, le contrat à établir avec les coopérants de retour, le rapport du secrétaire général, le rapport annuel financier 1994, le budget 1996, ainsi que le budget programme 1996-1998.

Saluons ici et avant tout le travail du nouveau secrétaire général. Celui-ci, visiblement, assume ses nouvelles responsabilités avec sérieux et perspicacité, à la grande satisfaction de tous les membres Eiréné, malgré les vicissitudes inhérentes à la nature de son engagement, poursuit son bonhomme de chemin et envisage l'avenir avec confiance. Il faudra certes y travailler, les défis futurs nécessitent encore notre participation, notre solidarité.

Trois défis majeurs se présentent à Eiréné à plus ou moins brève échéance:

- Comment diversifier les sources de financement du mouvement tout en s'adaptant aux nouvelles réalités économiques? La dépendance des fonds publics constitue en effet aujourd'hui un risque et un danger. Les états riches donnent de moins en moins aux pays pauvres en même temps qu'ils multiplient les contraintes et les pressions à l'égard des organisations d'aide au développement. Comment faire donc pour s'affranchir de cette dépendance?
- Quelle politique de développement pour l'Afrique et pour l'Amérique latine dans un contexte mondial marqué par la crise et les prévisions incertaines? Comment capitaliser les acquis d'Eiréné et assurer une harmonisation dans nos interventions au Sud? Inscrire la dimension non violente dans tous nos engagements?
- L'Europe, depuis la chute du mur de Berlin, n'est plus à l'abri des guerres et autres formes de violences destructives; la Yougoslavie est l'illustration par excellence de ce qui guette nombre des pays à l'Est mais aussi à l'Ouest du continent. Comment dans ce contexte engager des actions de paix ou de prévention dans ces pays, à l'instar de ce qui a été fait en Irlande?

Comment s'engager solidement en Europe sans fragiliser nos engagement au Sud?

Des défis et d'autres qui démontrent bien l'ampleur des tâches qui nous attendent. Eiréné, comme à son habitude, ne ménagera aucun effort pour trouver des réponses à ces nouveaux défis.

Justin Kahamaile

Prochaines rencontres

Rencontre de Pentecôte
du 24 au 26 mai 1996
à Namur (Belgique)

Council 1996
du 8 au 10 novembre 1996
en Hollande

«Le mal, ce n'est pas la mondialisation, mais son caractère néo-libéral»

par Sergio Ferrari

Interview de José María Vigil, théologien centraméricain

Traduction J. Depallens

Publié aussi dans le *Courrier* de Genève

L'un des principaux théologiens de la libération en Amérique latine, le Père José María Vigil, analyse le phénomène de la mondialisation.

«L'idée de base que nous affirmons bien haut, c'est que nous les chrétiens révolutionnaires nous n'avons pas à nous repentir pour ce qui a été fait et ce qui a été vécu en Amérique centrale au cours de ces trois dernières et fécondes décennies» lance non sans provocation le théologien hispano-nicaraguayen José María Vigil.

Et c'est à partir de son expérience pastorale concrète au cœur de cette région plutôt conflictuelle de la planète qu'il développe ses conceptions de fond.

Vigil, prêtre clarétien habitant Managua, est un des penseurs les plus riches et les plus créatifs aujourd'hui en Amérique latine. Aux côtés de l'évêque brésilien Pedro Casaldaliga, il anime «l'Agenda latinoamericana», projet éditorial de grande envergure dans le sous-continent.

Interrogation: Comment caractérisez-vous l'étape actuelle de la pensée théologico-politique en Amérique latine?

L'aspect le plus important aujourd'hui, à la différence d'il y a cinq ans, moment le plus aigu peut-être de la crise, c'est que nous commençons à comprendre la signification profonde du phénomène de la mondialisation. La mondialisation, imposée à la planète à feu et à sang, est presque inévitable. On peut penser qu'il s'agit d'un phénomène inhérent au dynamisme humain de l'histoire.

Interrogation: Si l'on vous suit, il serait possible de récupérer ou d'évaluer de façon positive ce processus de globalisation?

L'aspect hautement négatif de la situation, ce n'est pas la mondialisation, c'est son caractère néo-libéral actuel. Nous rejetons cette forme de globalisation parce qu'elle excut totalement les pauvres. En outre, les grands organismes internationaux, comme l'ONU, ne sont en rien démocratiques, à l'image des grands principes économiques qui dirigent le monde. Mais il nous faut cependant réorienter notre pensée et notre travail en partant de cette nouvelle réalité mondiale.

Interrogation: En quoi consiste cette réadaptation de vos idées et de votre pratique?

Nous vivons une réalité si particulière que je me risquerais à dire que c'est le concept antérieur de révolution qui est réformiste, car, en transformant la réalité d'un seul pays, il laisserait intact le système. Aujourd'hui, soyons clairs! Le système forme un tout; nous nous trouvons dans un seul pays qui est la planète entière, dans une société humaine qui est une. Le nouveau concept de révolution implique de toucher le système dans son ensemble.

Interrogation: Quels seraient les nouveaux critères de conduite pour un chrétien dans cette nouvelle réalité?

La norme pour le chrétien, comme pour tout être doué de raison, c'est désormais de penser mondialement, d'agir à l'échelle locale, mais en essayant aussi d'intervenir à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, même un modeste agent engagé chrétiennement dans un pays du Sud peut agir à l'échelle mondiale. Par exemple sur le terrain de l'information. Il y a de nouveaux canaux planétaires qui permettent d'échanger des idées à des milliers de kilomètres...

Interrogation: Toute cette mutation profonde de la pensée implique-t-elle un affaiblissement de la confiance dans l'avenir?

L'utopie est demeurée la même qu'il y a quelques années, mais le défi c'est de comprendre et de nous adapter au nouveau contexte général.

Interrogation: Concrètement, pensez-vous que la théologie de la libération a encore sa vocation aujourd'hui?

Le corps doctrinal de la théologie de la libération reste exactement le même. Ce qui nous mobilisait hier et ce qui nous mobilise aujourd'hui, c'est le choix d'être au côté de Jésus, pour le Royaume de Dieu. Cela continue aujourd'hui et aura la même valeur dans cinq siècles, même si la mondia-

lisation inclut de nouveaux acteurs provenant de la Voie lactée. Le concept de théologie de la libération garde toute son actualité comme processus historique et collectif d'émancipation. Je pense qu'il serait insuffisant d'identifier la théologie de la libération avec la libération d'un seul pays.

Interrogation: Comment interprétez-vous l'expérience des zapatistes au Mexique?

C'est l'expression d'une autre forme de révolution. Je dirais que c'est la première révolution post-moderne. Une révolution qui ne se fait pas pour prendre le pouvoir par les armes, mais qui a cependant remis en question – et même changé en profondeur – le Mexique. C'est un mouvement qui est la conscience de la société et en même temps l'expression de la crise mondiale et de la crise mexicaine. Le poète militant, le sous-commandant Marcos, son principal dirigeant, a dit que la crise du Mexique c'est la crise du néo-libéralisme dans le monde. D'autre part, l'Armée de Libération zapatiste emploie d'une façon neuve la communication, les contenus idéologiques et les moyens technologiques. Il est difficile d'oublier que Marcos communique par le biais d'Internet et ses messages circulent intégralement sur ce réseau.

Amérique latine: l'électronique au service de la théologie

Prenant une initiative sans précédent, un groupe de théologiens et de penseurs chrétiens d'Amérique latine vient de lancer la «Revue électronique latino-américaine de théologie» (Revista latinoamericana de teología).

Cette revue, transmise par l'un des réseaux de communication les plus importants de la planète, est devenue ainsi la «première revue de théologie du monde», diffusée par voie informatique, comme l'explique le Père José María Vigil, principal promoteur du projet.

La revue est patronnée par les «services Koinonia» de «l'Agenda latino-américain», projet éditorial qui réunit quelques-uns des principaux penseurs du continent.

C'est une «revue de théologie, de pastorale et d'analyse» à dimension interdisciplinaire qui se situe dans la ligne des «options de la théologie et de la spiritualité latino-américaines» expliquent ses rédacteurs. Elle est diffusée deux fois par mois.

Entre autres collaborateurs, on trouve des personnalités connues comme Frei Betto et l'évêque Pedro Casaldeliga (Brésil), Pablo Richard et Jorge Pixley (Costa Rica), Xabier Gorostiaga (Nicaragua), Ana María Ezcurra et Antonio Gonzalez (Mexique).

Parallèlement à la revue, le service biblique Koinonia, diffusé par le même canal, offre un texte biblique évangélique chaque jour, accompagné d'un bref commentaire de cent mots.

Le dimanche, ce service offre trois lectures et un commentaire plus étendu, conçu pour accompagner la réflexion personnelle, l'homélie ou le commentaire durant la célébration liturgique.

La revue électronique (ainsi que les numéros parus antérieurement) peut être consultée à toute heure du jour ou de la nuit dans le monde entier.

En y accédant par quelques-uns des réseaux électroniques les plus connus, l'utilisateur a la possibilité de l'imprimer, de la copier sur son propre ordinateur pour la lire à un autre moment ou envoyer instantanément une copie à n'importe quelle adresse électronique de la planète.

Commentant ces initiatives, le prêtre théologien José Vigil a expliqué que «les chrétiens répondent ainsi au défi technologique actuel».

C'est un des aspects positifs de la mondialisation, estime-t-il, qui permet «à l'animateur pastoral du pays le plus éloigné d'entrer en contact avec d'autres interlocuteurs», renforçant ainsi le dialogue et «consolidant la société civile internationale».

Parmi les 150 premiers articles diffusés par la revue électronique, certains portent sur les prises de position des chrétiens face à la situation explosive de l'Etat du Chiapas (Mexique).

Une des dernières lettres pastorales de l'évêque catholique du Chiapas, Samuel Ruiz, intitulée «En cette heure de grâce», fut aussi distribuée par ce canal technique qui s'est imposé rapidement même dans une bonne partie des pays du Sud.

ENI/S. Ferrari

Le dilemme du retour

par Jude Perrin

L'expérience du volontaire expatrié est différente de celle du rapatrié. Le premier part dans le Sud au gré d'un idéal personnel; le second, citoyen de son pays, y retourne souvent, chargé d'un «devoir de patriotisme». L'un n'a que soi-même à charge, l'autre est souvent responsable matériellement d'une large famille. Celui-là devient un étranger valorisé, celui-ci redevient souvent un étranger incompris dans son propre pays.

Témoignage d'un futur volontaire rapatrié

L'émigration n'est pas du tourisme. Elle résulte rarement d'un choix libre. Elle exprime souvent, parfois inconsciemment chez les citoyens du Nord, la déception et le rejet d'une forme de vie sociale dominée par la technique marchande; elle se nourrit de la chimère d'un environnement plus humain. Des contraintes politiques poussent souvent à l'exil ceux du tiers monde, plus souvent le rêve d'une existence moins précaire économiquement les font échoir sur les rives du Nord.

Aussi la question du retour des étrangers dans leur pays demeure-t-elle problématique. Que de fois, étudiant en Suisse, n'ai-je entendu cette suggestion, en forme d'interrogation, pleine de sympathie: «Vous retournerez dans votre pays, n'est-ce pas? Haïti a besoin de gens compétents et bien intentionnés.»

Soit, il est difficile de contrecarrer l'idéologie du retour, tant elle semble animée de réelle compassion à l'égard du pays.

Le poids du pays

Cette question du retour me rappelle une parole que j'ai beaucoup aimée pour la détester aujourd'hui d'autant: «Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour votre pays». Je l'ai aimée au temps de mon adolescence. Je contemplais la misère de mon pays et je croyais à ma toute puissance à venir: il eût dépendu de mes seuls volonté et engagement d'endiguer les flots de misère, d'améliorer l'économie, de cultiver la démocratie, d'arrêter l'érosion et de reverdir les mornes et les champs, de refaire de la nouvelle «pelée de la Caraïbe» «la perle des Antilles».

Aujourd'hui, je hais ces mots qui me rappellent impérativement au patriotisme, à l'engagement national quand, déçu et instruit des échecs des autres et des miens, il me prend l'envie de me «retirer», de «faire ma vie», indifférent au triste sort de mon pays.

La révolte est toujours aussi vive. Le pays s'impose à ma conscience et m'impose de le servir. Mais je le porte parfois comme un poids trop lourd, attaché à ma personne.

Compétence, compétence? Les dictatures des pays du tiers monde vides d'un vrai secteur privé n'en seraient pas si le mérite professionnel y constituait le critère privilégié d'embauche. Quel pays du tiers monde cherche des gens compétents? Où y a-t-on vu des offres d'emploi? Où y envoie-t-on son curriculum vitae en quête d'un travail? Il faut souhaiter que le président Jean-Bertrand Aristide réussisse à sortir Haïti de l'impasse du népotisme.

Les charges familiales

La «fabuleuse» famille élargie et le sens de la communauté tant vénérés des ethnologues soulèvent souvent des considérations qui interdisent le retour au pays à maints étrangers. Le départ a été un espoir non seulement pour l'émigré mais aussi pour tous ses proches qui ont fêté l'heureux évènement. L'émigrant a su se débrouiller à l'étranger pour honorer ces espoirs par le transfert plus ou moins régulier d'un pécule qui, là-bas, importe beaucoup. L'insoluble problème devient alors: comment retourner au pays et continuer d'assumer ses responsabilités qui sont devenues indispensables pour nourrir

et loger la famille, lui garantir les médicaments et l'hôpital et envoyer les enfants à l'école? De faillir à ses obligations, le rentrant aurait tout l'air d'un traître irresponsable.

Toute personne qui rentre dans son pays du Sud est chaque jour confrontée à cette question: quand repartez-vous? tant il est inconcevable qu'elle s'y établisse définitivement. Son pays, aux yeux de chacun, est désormais la terre étrangère où il gagne leur vie à tous.

La honte

Et qui, revenu dans son pays d'origine, s'entête à y rester doit pouvoir faire face à la honte, s'il n'est revenu pourvu d'une fortune qui les préserve, lui et les siens, des soucis matériels. Ce manquement serait le signe non seulement d'une grande irresponsabilité, mais auusi celui d'un mauvais sens du discernement et d'une petitesse d'ambition. Ce signe d'échec vaudrait toutes les médisances, voire la marginalisation.

Il est aussi requis du rentrant un effort de réadaptation au milieu guère facile. Le séjour à l'étranger lui a donné d'autres pratiques, a façonné chez lui d'autres réactions que celles de jadis. Il a évolué, il a sans doute changé. S'il a su aborder et aplanir les difficultés à l'étranger, il y a pu trouver des agréments qui peuvent maintenant compter pour lui. Le retour défait le mythe du «chez moi, le plus beau pays du monde» et laisse apparaître en relief toutes les laideurs du lieu natal. Le pays étranger retrouve son attrait: le rentrant songe aux facilités qu'il y a connues. De «là-bas, cela ne se passerait pas comme ça», le dépit et le désir de repartir à nouveau ne sont pas loin.

Le retour est ainsi un choix difficile. Le départ est plein d'illusions, le retour est pourvu de milles problèmes à résoudre. Entre rester et rentrer, chaque exilé doit choisir. Selon ses propres calculs et sentiments.

Culture et citoyenneté

Le rapatrié a une situation différente de l'expatrié face à la société. En tant que membre et citoyen de sa communauté, il ne peut s'exclure de certains débats, de certains conflits concernant l'organisation de celle-ci. Il a même le droit, sinon le devoir civique, d'inaugurer le débat, de prôner des changements.

Le respect des traditions, tant prêché actuellement dans le Nord – pour de bonnes raisons par ailleurs – peut alors se transformer en idéologie paralysante.

Face à la société du bâton

Un exemple: en Haïti, tradition ou pratique, les coups font partie des moyens normaux de règlement des conflits. L'école use quasiment d'un seul outil pédagogique: le martinet; les parents abusent du fouet pour éduquer les enfants; la loi des «chefs» pour faire régner l'ordre est toujours le bâton.

L'exemple permet à dessein de prendre parti: on saura peut-être le comprendre, on ne pourra nullement l'accepter. Il exige presque l'implication directe et immédiate pour rompre avec de tels usages. D'autres cas peuvent être plus contrastés, mais le rapatrié ne se trouve pas moins confronté, s'il est de bonne foi, au dilemme de l'engagement direct contre certaines pratiques et le respect des traditions. Je pense au vaudou.

Rédaction

Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF

Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM

B. Faidutti-Lueber
R. Henri-Mussard 6
1208 Genève
CCP 10-20968-7

~~**GVOM**~~

~~«La Joliette»~~
~~Chemin des Bolets~~
~~CH-2013 Colombier~~
~~CCP 10-20968-7~~

éiréné

Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse

prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

«Interrogation» parait huit fois par année

Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:

Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE